

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2017
N°294

Fusions & Acquisitions

19, parc Vatonne,
91190 Gif-sur-Yvette France
Tél. : + 33 (0)1 69 31 07 23
www.fusions-acquisitions.fr
contact@fusions-acquisitions.fr

**Directrice de la publication
et rédactrice en chef**

Marina Guérassimova
Tél. : +33 (0)6 13 45 74 29
mguera@fusions-acquisitions.fr

Conseil rédactionnel

Noël Albertus
(PricewaterhouseCoopers), Dominique
Auburtin (Financière de Courcelles),
Jérôme Calvet (Nomura), Bruno
Cavalié (Racine), Pierre-Yves Chabert
(Cleary Gottlieb Steen & Hamilton),
Jean-Baptiste Charlet (Morgan
Stanley), Bernard Cheysson (Cheysson
Marchadier & Associés),
Nicolas Desombre (Cití),
Christophe Estivin (In Extenso
Finance & Transmission),
Eric Félix-Faure (Aelios Finance),
Thomas Gaucher (Easton Clearwater),
Eric Hamou (DC Advisory France),
Sophie Javary (BNP Paribas),
Nicolas Jehly (Bpifrance),
Claude Lebescond (CA CIB),
Cédric Léoty (Cití),
Jérémy Marrache (Goldman Sachs),
Matthieu Pigasse (Lazard),
Aline Poncelet (Paul Hastings),
Gwénaél de Sagazan
(Degroof Petercam),
Hubert Segain (Herbert Smith
Freehills), Richard Thil (Rothschild)

Conseiller scientifique

Jean-Pierre Bertrel
Professeur à ESCP Europe,
Président de l'Institut européen
des fusions-acquisitions

Direction commerciale

abonnement@fusions-acquisitions.fr

Fusions & Acquisitions®

est une publication bimestrielle
des Éditions Dealflow-data SAS
au capital de 10.000 €
820 108 793 R.C.S. Evry NAF 58.14Z
Dépôt légal : à parution
Commission paritaire : 0618 T 86113
ISSN 1158-1468
Imprimé par Printcorp
8, rue Jean-Pierre Timbaud
75011 Paris
Prix : 160 € TTC

CHOISIR LA « QUATRIÈME VOIE » ?



par Marina
Guérassimova

A ses débuts, le capital-investissement avait une image plutôt négative. La plupart d'entre nous se souviennent encore des médias traitant les fonds d'investissement de « parasites » qui « sucent le sang des entreprises ». La presse prêtait beaucoup d'attention aux scandales qui venaient secouer de temps à autre le métier du private equity, sans vraiment essayer d'expliquer ce que c'était. Mais, comme le dit si bien Olivier Millet, président de l'AFIC, « l'accident d'un TGV ne veut pas dire que tous les TGV fonctionnent mal ».

Grâce au remarquable travail de l'AFIC, les chiffres sont là et parlent pour eux-mêmes. Aujourd'hui, on parle de « l'industrie » du capital-investissement, d'une « quatrième voie capitaliste » (qui vient s'ajouter aux trois formes d'actionnariat traditionnelles : actionnariat d'État, familial et boursier). Selon l'AFIC, au premier semestre 2017, les levées de fonds ont atteint 8,1 milliards d'euros (en croissance de 30% par rapport au premier semestre 2016) et les investissements 6,4 milliards (+16%).

Aujourd'hui, l'AFIC compte 300 membres et leur nombre ne cesse pas de croître avec la création de nouveaux fonds. De nombreux acteurs du capital-investissement réfléchissent à des rapprochements permettant d'intégrer des métiers complémentaires, comme c'est déjà le cas pour Apax et EPF, Edrip et Actomezz, Turenne et Innovacom, exemples cités dans ce numéro.

C'est la complémentarité des équipes qui les conduit à un rapprochement. Mais attention de ne pas se tromper d'objectif. La mutualisation des fonctions support n'est « qu'un effet collatéral positif », comme le dit si bien Caroline Remus dont l'équipe a récemment rejoint celle d'Eddie Misrahi au sein d'Apax. Certes, la réglementation devient de plus en plus complexe et les LPs de plus en plus exigeants mais ce ne sont pas des arguments suffisants pour entamer une opération de consolidation. Il faut surtout que les équipes s'entendent entre elles, qu'elles aient des stratégies d'investissement qui convergent. Un fonds investit sur plusieurs années. Un divorce pourrait tout mettre en péril.

Quant aux images de « parasites », ou de pauvres entreprises considérées comme « vaches à lait », elles appartiennent depuis longtemps au passé et ce grâce notamment à la politique ESG. Aujourd'hui, les investisseurs financiers créent des entreprises de demain, bien structurées et prêtes à affronter les problématiques de digitalisation et d'implantation à l'international.

Le gouvernement, agissant notamment via Bpifrance, soutient les fonds d'investissement et montre l'exemple en investissant dans les entreprises de toute taille et de tout secteur à travers 4 directions d'investissements (les fonds de fonds, l'innovation, l'investissement Mid & Large Cap, l'investissement small cap). Son activité fonds de fonds permet notamment d'attirer d'autres investisseurs (français et étrangers) dans le capital des entreprises car la présence de Bpifrance rassure et permet de créer des fonds de taille plus importante capables d'investir de plus gros tickets.

Il ne faut pas oublier que les investisseurs et les dirigeants ont le même objectif : celui de faire croître l'entreprise. L'arrivée d'un financier au capital est, certes, une petite révolution, mais qui a un effet positif sur le long terme car le rôle principal des investisseurs consiste à accélérer le développement des entreprises. Et ils y arrivent très bien. Les statistiques le confirment sur de nombreuses années, voire décennies.

Cependant, l'image des investisseurs en private equity a besoin d'être construite car, pour le moment, cette activité est encore peu connue et mal comprise par le grand public. Il y a encore beaucoup de choses à faire au niveau de la communication.